



## Discours d'Adeline Baudson lors des vœux du CIEP MOC Charleroi Thuin 2018

Bonsoir à toutes et tous.

C'est avec beaucoup de plaisir que je prends la parole devant vous ce soir, non sans un peu de nervosité mais le contraire serait anormal.

Voici 5 mois que j'ai succédé à Fabrice et déjà le moment de faire le bilan d'une année chargée et de dresser les perspectives de celle qui commence.

2017, année de victoires ou rude année ? tout dépend de l'angle de vue...

Une fois n'est pas coutume, commençons par les victoires !

Car 2017, oui oui, est une année qui a vu avancer plusieurs de nos revendications importantes :

Commençons par **souligner l'acquisition d'un vrai statut professionnel pour les accueillantes conventionnées à domicile**. Disons-le sans détour, tout a été enduré dans ce dossier depuis plus de trente ans : l'ignorance, la mauvaise foi, des mises en gardes inentendables, ... (*Vous êtes certains que les accueillantes veulent vraiment un statut ? ou Attention, c'est impayable, vous menacez tout le secteur*), comme si travailler sans statut, sans garantie de revenu, ni réelle et complète protection sociale était un privilège. Il aura fallu tenir bon, rallier progressivement toutes les forces vives, créer le rapport de force politique, s'engager dans les groupes de travail. Mais depuis le 20 décembre dernier, le statut des accueillantes est enfin sur les rails ! Nous pouvons féliciter la pugnacité de Vie féminine et de la FSMI dans cette victoire !

Seconde victoire à ne pas passer sous silence, et à mettre à l'actif de la CNE et du service juridique de la CSC **le dossier Ryanair**. La Cour de Justice Européenne a tranché : les employés de Ryanair basés à Charleroi vont pouvoir être jugés selon le droit du travail belge et non irlandais ! Cet arrêt devrait faire jurisprudence !

Parlons d'un troisième dossier pour lequel nous pouvons être fiers : **le maintien intégral de l'allocation de garantie de revenu** qui vise à compléter le revenu des travailleuses et travailleurs à temps partiel involontaire. 31.000 femmes et 9000 hommes, souvent en situation précaire, auraient vu leurs revenus drastiquement réduits dès ce 1<sup>er</sup> janvier si l'AGR avait été abandonnée comme le souhaitait le gouvernement. Seules d'abord, avec la plateforme *Assez is genoeg* ! ensuite, Vie féminine s'est mobilisée sans relâche et avec succès.

Quatrième dossier, pour lequel nous nourrissons de grands espoirs et dans lequel l'implication des pouvoirs publics est indispensable : le **Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée** :

c'est bien à l'initiative de notre Commission Insertion Socioprofessionnelle que le front commun syndical a porté ce projet au Comité de développement stratégique et qu'il y sera instruit ! Un projet qui vise à répondre collectivement et solidairement au manque d'emploi plutôt que de pointer la responsabilité individuelle des sans-emplois. Partir de l'idée que personne n'est inemployable et qu'il est possible de créer de vrais contrats de travail en partant des compétences et des envies des travailleurs sans emploi.

Dans un autre rayon, relevons **la promesse de convention avec la Ville de Charleroi, les Equipes Populaires et les JOC** pour permettre au comité de quartier du Roctiau d'occuper une partie des locaux de l'ancienne maison de quartier.

Enfin, 2017 est aussi une année où des voix particulières ont enfin percé un mur : depuis des années **des voix dénoncent le sexisme** et sont à peine entendues... Mais cette année, d'autres voix, plus médiatiques ont enfin pu être relayées et massivement !

Ce n'est pas tant qu'une parole s'est libérée, autour du sexisme, du harcèlement, des agressions et des crimes contre des femmes, mais que son retentissement a été inédit. Qu'en ressort-il aujourd'hui ? Pour certaines et certains un immense espoir, pour d'autres de l'exaspération (car oui, il y en aura toujours pour nier l'évidence...).

Mais nos mouvements, et particulièrement notre mouvement de femmes, ne passeront pas à autre chose tant que cela ne changera pas. À Vie féminine, on n'avait pas attendu l'affaire Weinstein pour dénoncer le sexisme, à commencer par le sexisme ordinaire, celui du quotidien, ces petites choses « banales ». Une étude réalisée auprès de 400 jeunes femmes pointe le caractère systémique du sexisme : c'est partout et tout le temps ! Il touche 98% des femmes interrogées. Or, nous le savons, comme dans une pyramide, c'est la base qui soutient les autres étages. Pris séparément, les comportements, les agissements et paroles humiliantes, salissantes, dites humoristiques, forment une base qui banalise, légitime et renforce les étages supérieurs de la pyramide. Le sexisme ordinaire permet ainsi au harcèlement, au viol et au crime d'exister. C'est ce que l'on appelle la pyramide de la culture du viol...

Nous sommes bien dans un continuum des violences : permettre aux plus petites d'exister, c'est ouvrir la porte à toutes les autres...

Faudra-t-il légiférer ? non. Nous disposons d'un arsenal juridique important. C'est moins un problème de dispositif que d'action et de cohérence politique !

2017 est aussi une année où les mouvements se renforcent :

En 2017, notre Entreprise de Formation par le Travail, l'**AID Soleilmont** peut se féliciter d'avoir accompagné 51 stagiaires, comptabilisant ainsi 30.700 heures de formation. L'équipe pédagogique, le pôle support et la direction offrent chaque jour une expérience de travail, des compétences et de nouvelles perspectives à des personnes éloignées de l'emploi. L'AID Soleilmont, c'est aussi un nouveau défi pour 2018 : le passage au Zéro Phyto.

Les **Jeunes Organisés & Combattifs** augmentent leur nombre de membres et leur staff de permanents, ils réussissent de belles collaborations avec les organisations constitutives, notamment avec **les Equipes Populaires et Vie féminine** au travers de l'Atelier contes progressistes.

Le projet d'histoire digitale des **Equipes Populaires** et leur nouveau jeu Aléas, créé pour interroger et valoriser notre modèle de sécurité sociale, illustrent également la qualité créative et pédagogique des outils construits en permanence à travers le mouvement.

Les organisations constitutives du MOC, les groupes locaux, les comités de quartier dans lesquels nous sommes présents témoignent tous d'un ancrage fort sur le terrain. Les groupes d'hommes et de femmes qui agissent au quotidien pour un monde plus solidaire et plus juste sont nombreux et réaffirment à chaque instant la pertinence de l'éducation permanente.

### Vraiment quelle belle année 2017...

Voici tout juste un an, Fabrice entamait son discours par la phrase suivante : « *2016 est terminée, mais notre colère n'est pas apaisée... Colère face à l'injustice, au mépris des patrons voyous, à un gouvernement de droite dure (...), colère face à des soins de santé mis à mal, des étrangers transformés en boucs émissaires, des réfugiés expulsés même mineurs* ».

Alors, vraiment une belle année 2017 ?

Aujourd'hui, 2017 est terminée et nous pouvons reprendre mot pour mot la même phrase. Malgré les belles et très concrètes victoires que j'ai rappelées dans cette première partie, globalement l'année 2017 nous laisse en bouche un goût très très amer :

**La vague jaune et bleue** ne s'est pas arrêtée, loin de là. Elle s'est amplifiée, transformée en tsunami libéral et s'attaque à tous les pans de nos vies. Loin de réduire les inégalités, deux de nos gouvernements (le fédéral rejoint malheureusement en juin par le régional) peuvent aujourd'hui sans pratiquement plus aucun frein appliquer des politiques de droite dure, profitant à une minorité déjà nantie.

Or, la lutte contre les inégalités est plus que jamais d'actualité. Le rapport sur les inégalités mondiales nous dit : « les inégalités de revenus ont augmenté dans presque toutes les régions du monde. (...) Les inégalités économiques sont en grande partie le fait de l'inégale répartition du capital. Alors que la richesse a augmenté de manière substantielle, l'évolution de la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches ».

Par ses attaques contre la sécurité sociale, contre les soins de santé, contre la pension, contre tout notre système de solidarité, par ses cadeaux aux grosses entreprises et aux propriétaires, nos gouvernements accentuent cette répartition inéquitable de la richesse.

Nos sociétés occidentales ont intégré le système économique basé sur le marché, valorisant l'initiative privée, la liberté d'entreprendre comme vecteurs d'innovation, de progrès et de création de richesses. Mais cette dimension construit aussi l'inégalité, provoque l'exclusion, la division, les tensions sociales, l'épuisement des ressources.

L'équilibre repose sur une véritable sécurité, assurée à tous les citoyens et construite sur la base de la solidarité : une véritable SECURITE sociale. Cette sécurité, construite solidairement, doit offrir une véritable assurance à toutes et tous, y compris aux plus faibles, face aux risques sociaux. Les comparaisons internationales ont démontré que ce système était à la fois le plus performant et le moins coûteux pour assurer une sécurité au plus grand nombre.

Notre combat est plus que jamais indispensable devant ces attaques nombreuses. Défendre la sécu, c'est construire une société plus juste, plus inclusive, plus unie, pacifiée.

Ce qui m'effraie le plus dans les actes et les déclarations du politique aujourd'hui, ce n'est pas seulement leur cynisme qui devient presque une obligation dans leur communication, ni

leur sentiment d'impunité. Mais je m'interroge vraiment, au regard de leurs actes, sur leurs croyances.

Nous faisons face à une classe politique au pouvoir qui semble convaincue que seul le mérite sauvera l'individu. Le problème n'est pas tant de valoriser le travail des gens et les efforts réalisés ; sur ça on peut encore se rejoindre. Le problème c'est de considérer, sur une base subjective, que certains sont plus méritants que d'autres.

Considérons les flexijobs : c'est une évidence, ils profiteront aux patrons et non aux jeunes travailleurs. On veut pourtant nous faire croire que les jeunes souhaitent cette flexibilité, comme gage de liberté individuelle ! Comme si les jeunes voulaient d'eux-mêmes se mettre entièrement à disposition de leur patron et être sous-payés. Mettons rapidement en perspective les flexijobs avec une autre catégorie de jeunes : la réduction de cotisation pour les nouveaux indépendants (réforme qui concerne 2400 jeunes « starters », essentiellement architectes, avocats, médecins, notaires, huissiers de justice, comptables, fiscalistes et réviseurs d'entreprise pour qui les charges en début de carrière sont trop lourdes). Pour les uns, le sous-emploi, pour les autres une aide financière. Les « starters » ne démarrent pas tous de la même case, bel exemple d'une justice de classe.

Dans les soins de santé, nous voyons un gouvernement fonder son budget sur les économies réalisées au travers de la responsabilisation du secteur. C'est-à-dire, baser toute une politique budgétaire sur un préjugé (celui de dire que les malades ne sont pas vraiment malades et que les mutuelles les couvrent). Un budget basé sur un préjugé et plus inquiétant encore sur l'ignorance.

La sécurité sociale ne peut pas devenir cette variable d'ajustement budgétaire pour les pouvoirs publics. Elle constitue un pilier essentiel de notre société. Les pouvoirs publics doivent en assurer les moyens suffisants. De leur côté, les partenaires sociaux continueront de s'engager à gérer ce système de manière rigoureuse et efficiente.

À regarder encore le programme à venir en matière de fiscalité, on a tendance à y lire que, pour eux, payer de l'impôt est une atteinte à la liberté individuelle, voire un vol ! Cette conviction bien ancrée chez la plupart de nos ministres détruit progressivement une organisation sociale basée sur la redistribution des richesses. Notre gouvernement est favorable à la transaction pénale, à l'accroissement de la concurrence fiscale entre les Etats. Il balaye 95% des amendements déposés par la Commission Panama Papers et s'attèle au démantèlement des moyens de la lutte contre la fraude fiscale. L'ensemble de ces mesures favorables aux plus riches se base sur la conviction toujours plus grande et plus aveugle que le marché régulera de lui-même et de manière juste notre organisation sociale.

Une classe politique dont on dirait qu'elle croit que le secteur associatif est par nature inefficace et profitant des moyens publics. Pourquoi ce blocage insensé de Jeholet sur les Aide à la Promotion de l'emploi ou les subsides au secteur de l'alphabétisation ? Pourquoi si ce n'est une méconnaissance et une méfiance générale du secteur.

Je pourrais encore citer les tergiversations autour du nucléaire, la victoire de Monsanto dans la bataille inégale contre le Glyphosate, la conviction que les accords de libre-échange seront vertueux... autant de gestes politiques qui nient des évidences et témoignent d'une croyance aveugle en l'idéologie de marché, au point de refuser les évidences.

Dernière caractéristique de cette pensée néolibérale que je voudrais mettre en exergue :  
Libéralisons tout, oui, sauf nos frontières !

Pour l'économie, elles seront ouvertes, voire forcées, pour l'humanité, elles resteront fermées. Nous avons assisté cette année au comble du cynisme et de la cruauté. La répartition honteuse des réfugiés entre pays européens, les refus de visa, les enfants dans les centres fermés, les attaques contre les ONG, les rafles au Parc Maximilien, les expulsions vers le Soudan, et tout récemment l'intention de perquisitionner le domicile des citoyens qui hébergent les migrants (ou encore les dernières déclarations de Bart DeWever). Non seulement Théo Francken nie l'horreur rencontrée dans ces pays en guerre, mais il méprise les parcours de ces femmes et ces hommes et leur demande des plus légitimes : trouver un lieu pour vivre en paix.

L'égoïsme qui dirige ces politiques inhumaines se double de fautes politiques majeures qui restent sans suite : un de nos ministres a envoyé des gens à la torture. Deux de nos ministres ont menti au Parlement, l'un sur le Soudan, l'autre sur les rafles organisées. Serions-nous donc dans un Etat qui autorise le mensonge et les fautes graves de ses responsables politiques ? Dans le droit du travail, au-delà de 3 jours, la faute commise n'est plus considérée comme grave. Nos ministres ont commis des erreurs monumentales voici plus d'un mois et ils sont toujours en place. Cela signifie-t-il que ce n'était pas grave ? Et comment la démocratie peut-elle fonctionner si un Parlement ne peut plus faire confiance à son exécutif ?

À regarder 2017 sous cet angle, le libéralisme fonderait ainsi son action sur des préjugés et des certitudes fausses. Il nous entraîne, malgré ses ambitions premières, vers une perte des libertés et une domination totale du capital sur les personnes. Responsabilisation de l'individu seul, rejet des mécanismes de solidarité et de redistribution de la richesse, méfiance envers le monde associatif, rejet des migrants en danger, non-respect de nos institutions démocratiques, démantèlement des dispositifs de lutte contre la fraude fiscale, combinée au renforcement du contrôle des plus faibles...

C'est notre système démocratique qui est déconstruit !

C'est contre ce démantèlement et pour toujours reconstruire une société solidaire que nous nous battons encore en 2018 !

Nous avons à comprendre, dénoncer, proposer des alternatives, être aussi créatifs que nos ennemis et trouver des majorités pour le changement.

À commencer par la campagne autour des **élections communales et provinciales** : Ces élections seront un test attendu en vue des élections de 2019. Assisterons-nous à une bataille des gauches ? un entérinement ou un rejet des politiques gouvernementales ?

Le MOC et ses organisations constituantes organiseront leurs habituels débats politiques et travailleront sur au moins deux aspects de la politique communale :

L'analyse du budget communal d'une part : nous nous plongerons dans les arcanes des budgets communaux et de la dette publique. L'enjeu n'est pas mince car maîtriser les finances publiques, c'est reprendre le contrôle sur nos élus. Les choix financiers, contrairement à ce qu'ils peuvent laisser apparaître, sont éminemment politique. Nous avons à développer ce contrôle populaire permanent.

Deuxième axe des élections communales : Le développement de communes antisexistes. Une commune antisexiste, c'est une commune qui agit spontanément pour contrer le sexisme et toutes les formes de violence faites aux femmes. Les divers acteurs de la commune peuvent prendre des mesures concrètes au niveau de la prévention (avant l'expression du sexisme), de la protection (quand les violences s'expriment) et des poursuites (pour que les violences ne s'expriment plus). Pour cela Vie féminine a plusieurs outils tout prêts à proposer aux communes !

Répondre à ces 3 P : Prévention, Protection, Poursuite, c'est se conformer aux obligations de la Convention d'Istanbul que la Belgique a signé et qui engage tous les niveaux de pouvoir. Une commune Antisexiste sera une commune qui se donne les moyens de garantir les droits de toutes les femmes.

2018 enfin sera une année qui verra se poursuivre cet indispensable **front commun à travers la Plateforme 6 idées pour un monde plus juste et équitable !**

Ce front commun allie non seulement les deux grands syndicats carolos, mais également nos deux mutualités et nos deux mouvements ouvriers. Ce front commun, entamé lors de la marche des 6 idées le 23 octobre dernier, continuera ses actions autour de 6 propositions :

- 1) La sécurité sociale, c'est efficace !
- 2) Le droit inconditionnel à la formation
- 3) Justice fiscale : Globalisons les revenus !
- 4) Un emploi pour tous, c'est possible !
- 5) Un service public comme acteur-clé de de justice sociale.
- 6) Investir dans la mobilité de toutes et tous

Voici 5 mois que j'ai attrapé le témoin-relais et je vois au MOC de Charleroi-Thuin une vraie présence des 5 organisations constitutives, des actions communes, de l'information qui circule, la conviction qu'ensemble nous portons un projet de valeurs.

Comme le disent si bien les Jeunes Organisés et Combattifs, « nous redoublerons d'effort en 2018 pour travailler sur toutes ces idées coudes à coudes et pour souder le mouvement, le rendre plus dense face à l'ennemi ! Nos souhaits pour 2018 sont à la hauteur de nos capacités et nous sommes conscients qu'elles sont innombrables, immenses et bien ancrées » !

Mesdames, messieurs, les politiques, militants, femmes, hommes, jeunes, ... À nous d'agir maintenant !

À votre santé !

Adeline Baudson

Avec la contribution des organisations constitutives du MOC

*« Examine si ce que tu promets est juste et possible, car la promesse est une dette »  
Confucius*